



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 3912

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU PAYS

M. le président. La parole est à M. Patrice Verchère, pour le groupe Les Républicains.

M. Patrice Verchère. Monsieur le Premier ministre, le 14 avril dernier, le Président de la République posait les jalons de sa nouvelle candidature à l'élection présidentielle par un tonitruant : « Oui, ça va mieux ! »

Depuis, il répète sa formule à qui veut bien l'entendre ; c'est probablement ce qu'on appelle le comique de répétition. À un an des élections, François Hollande réendosse donc son costume de « Monsieur Petites blagues ».

Mais ne nous y trompons pas : les Français rient jaune. Ils se demandent, lorsqu'ils écoutent François Hollande, dans quel monde il vit – assurément pas dans le leur, ni dans un monde normal : étrange paradoxe pour un président qui se voulait le garant de la normalité !

Car les chiffres sont têtus : depuis quatre ans, le chômage a fortement progressé dans notre pays, alors qu'il a reculé de manière significative chez nos voisins. En février 2016, il a atteint son niveau le plus haut depuis 1997 et le chômage des jeunes a, quant à lui, dépassé les 25 %.

Depuis quatre ans, monsieur le Premier ministre, les Français sont accablés d'impôts. La baisse de la pression fiscale n'a été réelle que pour ceux qui en payaient déjà peu, tandis que le poids des impôts et des taxes en tous genres se concentre encore un peu plus sur les classes moyennes et supérieures.

Quand la crise de 2008 n'est plus qu'un mauvais souvenir chez nos voisins européens, la France reste engluée dans une croissance toujours largement inférieure à celle de la zone euro.

M. Guy Geoffroy. C'est hélas vrai !

M. Patrice Verchère. La France n'est plus la sixième puissance économique du monde : elle serait devenue la neuvième, à en croire le FMI.

Soyez honnête, monsieur le Premier ministre : si certaines statistiques s'améliorent, cela est dû avant tout à des facteurs extérieurs – croissance mondiale dynamique, faiblesse des taux d'intérêt, prix du pétrole au plus bas.

Alors non, la France de 2016 ne va pas mieux que celle de 2012 !

M. Guy Geoffroy. Elle va plus mal !

M. Patrice Verchère. Dès lors, quand cesserez-vous de berner honteusement les Français qui, croyez-moi, ne méritent pas les affronts répétés de l'autosatisfaction de M. Hollande ?

Pour conclure, je vous rappelle les propos de François Hollande en 2006 : « Le 49-3 est une brutalité, un déni de démocratie, une manière d'empêcher le débat parlementaire ». (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, lorsqu'on fait des comparaisons entre 2012 et 2016 – et vous avez raison de vouloir faire ces comparaisons –, on les fait complètement. On fait état de la situation en 2012 : l'explosion du chômage en cinq ans, l'explosion des déficits en cinq ans, (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains*), la perte de compétitivité en dix ans, la perte de capacités à l'exportation extrêmement rapide.

M. Patrice Verchère. Vous êtes là depuis quatre ans !

M. Michel Sapin, ministre. Et l'on compare les évolutions : que s'est-il passé depuis cinq ans ? Nous avons demandé aux Français les efforts nécessaires pour redresser la France,... (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Monsieur Poisson, s'il vous plaît ! Un peu de calme !

M. Michel Sapin, ministre. ...les efforts nécessaires pour rendre à notre économie et à nos entreprises leur capacité d'investissement. Et, comme vous le savez, monsieur le député, l'investissement a repris en France ; et derrière l'investissement, il y a la capacité d'embauche.

Monsieur le député, on peut toujours tourner tout en dérision ; cela a même pu nous arriver. Mais lorsque le chômage baisse au premier trimestre de cette année, vous ne pouvez pas faire comme si cela n'était pas vrai.

Pour ceux qui ont retrouvé un emploi au cours de ce premier trimestre, c'est une réalité. Pour les jeunes dont le chômage baisse continûment depuis plusieurs années, c'est une réalité, après l'augmentation du chômage au cours des années précédentes.

Cela ne va pas mieux pour tout le monde, chacun le sait, et l'on doit le respect à ceux qui sont encore dans la difficulté. Mais pour la France, les choses s'améliorent réellement.

Au lieu d'en faire un débat strictement polémique, vous feriez mieux de dire, comme certains chez vous, que « Quand cela va mieux pour la France, en tant que patriote, je suis heureux ! » (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Zéro pointé !

Données clés

Auteur : [M. Patrice Verchère](#)

Circonscription : Rhône (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3912

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 mai 2016](#)